

Module 2 / Partie 2 : Les transformations des structures économiques, sociales et démographiques depuis le XIXe siècle

LES TRANSFORMATIONS DES STRUCTURES SOCIALES

Alors que les sociétés préindustrielles européennes reposaient largement sur une hiérarchie fondée sur la naissance, les bouleversements provoqués par l'industrialisation modifient considérablement les structures sociales au cours du XIXe siècle. La place croissante de l'économie et l'importance donnée à la valeur travail (au sens sociétal du terme) modifient les hiérarchies sociales tout en donnant naissance à des groupes sociaux (ou des classes sociales) clairement identifiés tels que le monde ouvrier et la bourgeoisie.

1

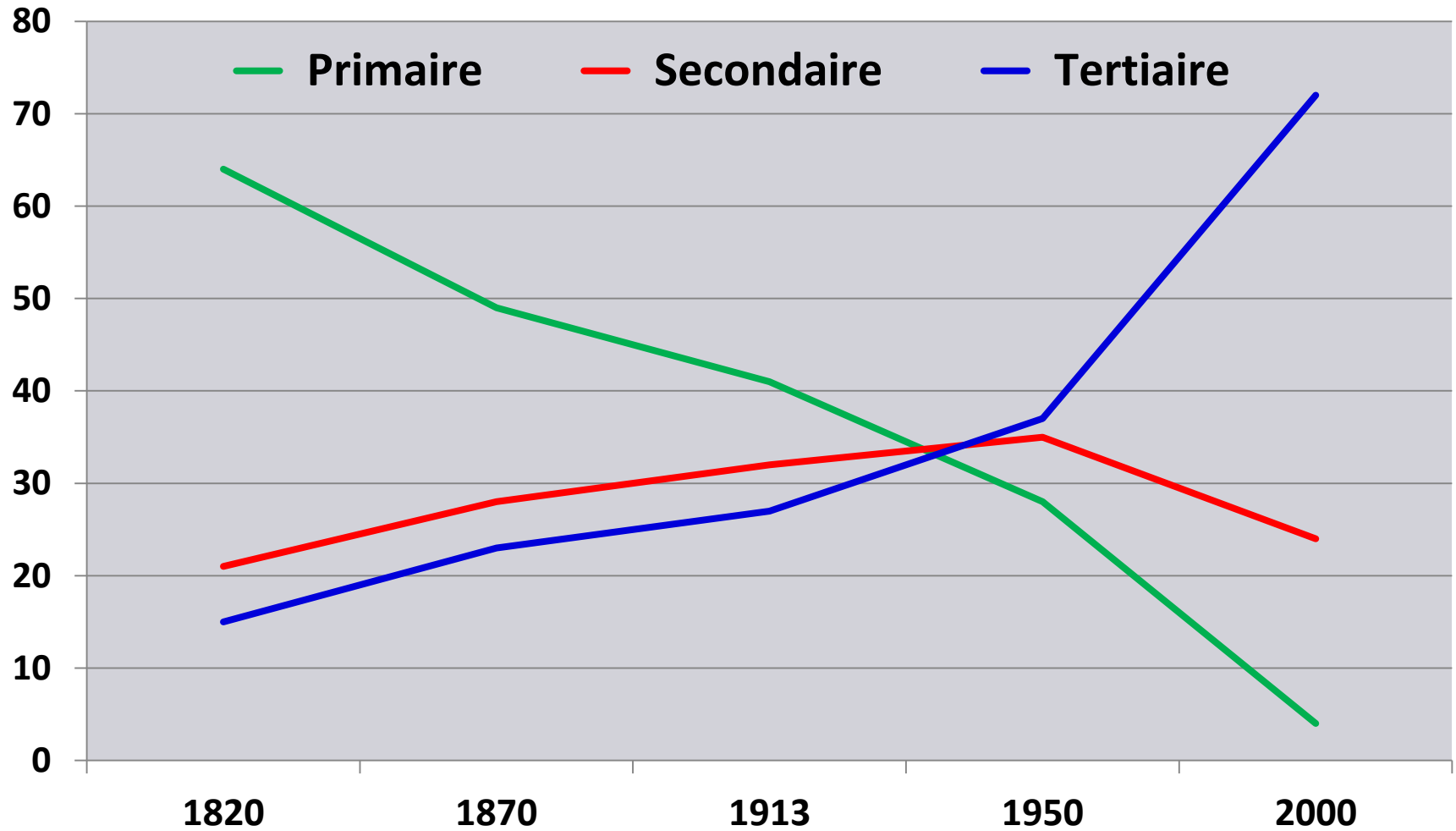
**L'ÉVOLUTION DES STRUCTURES SOCIALES
DEPUIS LA RÉVOLUTION INDUSTRIELLE**

1.1.

L'ESSOR DU MONDE OUVRIER

Les bouleversements provoqués par l'industrialisation modifient considérablement les structures sociales au cours du XIXe siècle. L'essor du monde ouvrier est un élément essentiel de ces transformations. Peu à peu se forge une identité ouvrière qui recule cependant à partir des années 1980 avec le début de ce que certains considèrent comme une « désindustrialisation ».

L'ÉVOLUTION DE L'EMPLOI EN FRANCE



LES TRANSFORMATIONS DES STRUCTURES SOCIALES EN FRANCE

Si la révolution industrielle débute en Angleterre dès les années 1780, on considère généralement que la France n'y entre pas vraiment avant les années 1830. Les transformations économiques que la France connaît à partir de là se sont traduites par un **profond bouleversement de la structure sociale sur le long terme**. Celui-ci se révèle néanmoins progressif. **Claude Thélot et Olivier Marchand** (*Le Travail en France, 1800-2000*, 1997) en ont identifié trois étapes :

- 1) Avant 1914, trois traits majeurs peuvent être dégagés : une transformation de la structure interne de la « classe paysanne » d'abord (malgré l'exode rural, le nombre d'exploitants agricoles ne diminue pas car ce sont surtout les ouvriers agricoles qui partent en ville) ; un développement de la « classe ouvrière » ensuite (qui est la classe la plus nombreuse en 1914) et une disparition des domestiques hommes enfin (à la veille de la Première Guerre mondiale, tous les domestiques sont des femmes).
- 2) Dans l'entre-deux-guerres, les évolutions de la structure sociale poursuivent les tendances antérieures avec quelques inflexions néanmoins (baisse du nombre d'exploitants agricoles et de femmes domestiques).
- 3) C'est surtout après la Seconde Guerre mondiale que les mutations décisives se produisent avec la « fin des paysans » (H. Mendras, 1967), le déclin, à partir des années 1970, des ouvriers et surtout l'explosion des emplois de bureaux et de services (employés, cadres et professions intermédiaires).

RÉVOLUTION INDUSTRIELLE ET QUESTION OUVRIÈRE

Le démarrage de l'industrialisation n'est pas particulièrement favorable à la hausse du niveau de vie de l'immense majorité des travailleurs. Les contraintes économiques ont leur place, à côté de la « soif du profit », parmi les causes de la misère ouvrière qui a profondément marqué les débuts du capitalisme.

Marx et Engels ont été témoins de cette immense misère du prolétariat et ils en ont tiré un système de pensée et des conclusions définitives concernant le fonctionnement du système capitaliste. C'est en 1845 qu'Engels publia son ouvrage sur la *Condition de la classe laborieuse en Angleterre*, et Marx nous dit dans la préface du *Capital* que « *l'Angleterre étant le lieu classique de la production capitaliste [...] j'emprunte à ce pays les faits et les exemples principaux qui servent d'illustration au développement de mes théories* ».

Les notions « d'exploitation de l'homme par l'homme » et de « lutte des classes » ne sont pas le fruit de l'imagination marxienne mais le résultat d'une observation attentive des faits. Marx a dressé un tableau impressionnant de la situation des ouvriers entre 1848 et 1864. Il s'appuie pour cela sur les **témoignages des commissions parlementaires britanniques** (Commission de la santé publique ; Commission sur le travail des enfants).

La question ouvrière (qui deviendra bientôt la « question sociale ») amène le Français **Frédéric Le Play** (1806-1882) à entreprendre une vaste enquête sur *Les ouvriers européens* (1855).

La profonde misère qui caractérise le monde ouvrier explique la violence des sociétés du XIXe siècle, aussi les « classes laborieuses » sont-elles considérées comme des « classes dangereuses » selon le titre de l'ouvrage de l'historien Louis Chevalier (1958).

VILLERMÉ : UN TABLEAU TRÈS SOMBRE DE LA CONDITION OUVRIÈRE EN FRANCE

Dans son saisissant *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers* (1840), le médecin Louis-René **Villermé** (un des précurseurs de la sociologie) souligne l'insuffisance des salaires et ses conséquences : « *La famille dont le travail est si peu rétribué ne subsiste avec ses gains seuls qu'autant que le mari et la femme se portent bien, sont employés pendant toute l'année, n'ont aucun vice et ne supportent d'autre charge que celle de leurs deux enfants en bas âge. Supposez un troisième enfant, un chômage, une maladie, le manque d'économie, des habitudes ou seulement une occasion fortuite d'intempérance, et cette famille se trouve dans la plus grande gêne, dans une misère affreuse, il faut venir à son secours.* »

Villermé dénonce également le travail des enfants qui restent debout de seize à dix-sept heures dans des fabriques de textile : « *Ce n'est pas un travail à la tâche c'est une torture ; on l'inflige à des enfants de 6 à 8 ans, mal nourris, mal vêtus, obligés de parcourir dès 5 heures du matin la longue distance qui les sépare des ateliers, à laquelle s'ajoute le soir le retour des mêmes ateliers. Il en résulte une mortalité infantile excessivement élevée.*»

Sous le Second Empire les conditions de travail des enfants ne changent pas beaucoup et les parents souhaitent, par nécessité, que les enfants travaillent dès que possible. Dans l'établissement Dollfus-Mieg, à Mulhouse, vers 1860, on dénombre dans l'atelier de tissage mécanique, 100 hommes, 40 enfants et 340 femmes. Dans l'industrie de la soie, les jeunes filles commencent leur travail à 5 heures du matin et l'achèvent entre 10 et 11 heures du soir.

L'ouvrage de Villermé est à l'origine de deux lois :

- la loi sur le travail des enfants dans les manufactures (1841) limite l'âge d'admission dans les entreprises à 8 ans (13 ans avec l'obligation scolaire de 1881) ;
- la première loi d'urbanisme en France (1850) qui interdit la location de logements insalubres.

LA CONSTRUCTION D'UNE IDENTITÉ OUVRIÈRE

En France, la révolution industrielle intervient de manière relativement tardive et **la structure sociale y est moins rapidement affectée par les transformations liées à l'industrialisation que dans d'autres pays**. Ainsi, les changements y sont plus progressifs qu'en Grande-Bretagne par exemple et **le pays reste longtemps marqué par le poids de la paysannerie** : la population agricole continue même d'augmenter jusqu'au milieu du XIXe siècle. Toutefois, avec l'industrialisation, de nouvelles « classes sociales » tendent à s'affirmer. Le XIXe siècle marque, en effet, l'apparition et le développement d'un prolétariat urbain. Ce monde ouvrier reste longtemps divisé entre des ouvriers spécialisés et ruraux d'une part, et des ouvriers moins qualifiés qui travaillent dans les manufactures puis les usines des villes d'autre part. Mais, progressivement, cette dernière catégorie devient majoritaire et **le monde ouvrier apparaît alors de plus en plus comme un monde clos**, uni tant objectivement par des conditions de travail et de vie très pénibles et par la concentration des ouvriers dans de mêmes lieux (l'usine, les cités ouvrières...) que **subjectivement par le développement d'une identité ouvrière**, voire l'affirmation d'une conscience de groupe à travers l'expérience de luttes et les tentatives d'organisation (bourses du travail, sociétés de secours mutuels, mutuelles puis syndicats...).

LES OUVRIERS : UN GROUPE DE MOINS EN MOINS VISIBLE

Le groupe ouvrier est aujourd'hui un groupe numériquement affaibli. Depuis 1975, le nombre d'ouvriers a diminué de plus d'un million et il ne constitue plus le groupe dominant en nombre depuis 1993 (19 % de la population active en 2013 y compris le BTP). Ce déclin a particulièrement touché les bastions industriels (sidérurgie, métallurgie, mines), et donc les ouvriers non-qualifiés. Les éléments qui contribuaient à l'unité interne du groupe se sont érodés. Dans l'espace, le **groupe est aujourd'hui moins visible** car les lieux d'habitation se sont éparpillés et les « forteresses ouvrières » ont disparu avec la désindustrialisation. Ses porte-parole (politiques ou syndicaux) qui contribuaient à lui donner une identité collective se sont eux-mêmes affaiblis : **les ouvriers n'occupent plus aujourd'hui le centre de la scène sociale** et le sentiment de fierté a laissé plutôt place à un sentiment de faiblesse ou de frustration. **La cohésion du monde ouvrier a disparu**. Les études mettent en évidence cette « déstructuration du groupe ouvrier » et les nombreuses tensions qui le parcourent (entre générations, entre emplois stables et précaires, tensions racistes). En particulier, les jeunes ouvriers ne se reconnaissent pas dans l'identité ouvrière : le terme « ouvrier » fait l'objet d'un rejet, d'une disqualification. Les modes de fonctionnement familiaux reproduisent encore des traits fondamentaux de l'ancienne « culture ouvrière » (le poids de la sociabilité locale et surtout la séparation nette des rôles masculins et féminins au sein de la famille, elle-même liée à un attachement à une certaine image du masculin et du féminin). Cela s'accompagne d'une moindre coupure du monde ouvrier du reste de la société : la vision bipartite de la société et la culture ouvrière tendent à s'effacer, tout comme les frontières entre le groupe ouvrier et les employés, dont les conditions de travail et de vie sont proches de celles des ouvriers.

LE *FACTORY ACT* (1833) : PREMIÈRE LOI SOCIALE MODERNE

Le *Factory Act* peut être considéré comme la **première loi sociale tenant compte des conditions issues de la révolution industrielle**. Le *Factory Act* de 1833 interdisait le travail des enfants de moins de 9 ans et limitait la durée de travail à 8 heures (et 48 heures par semaine et 52 semaines par an) pour les enfants de 9 à 13 ans, et à 12 heures (et 69 heures par semaine) pour ceux âgés de 14 à 18 ans. Par ce biais cette loi introduisait, de facto, une limite (de 12 heures) à la durée du travail des adultes dans le textile, car les enfants travaillaient en symbiose avec les adultes. D'ailleurs, et c'est là une des faiblesses de la loi de 1833, elle ne s'appliquait qu'à ce secteur qui, il est vrai, représentait l'essentiel de l'emploi dans les industries manufacturières : au recensement de 1841 le textile représentait, à lui seul, 36 % de l'emploi industriel.

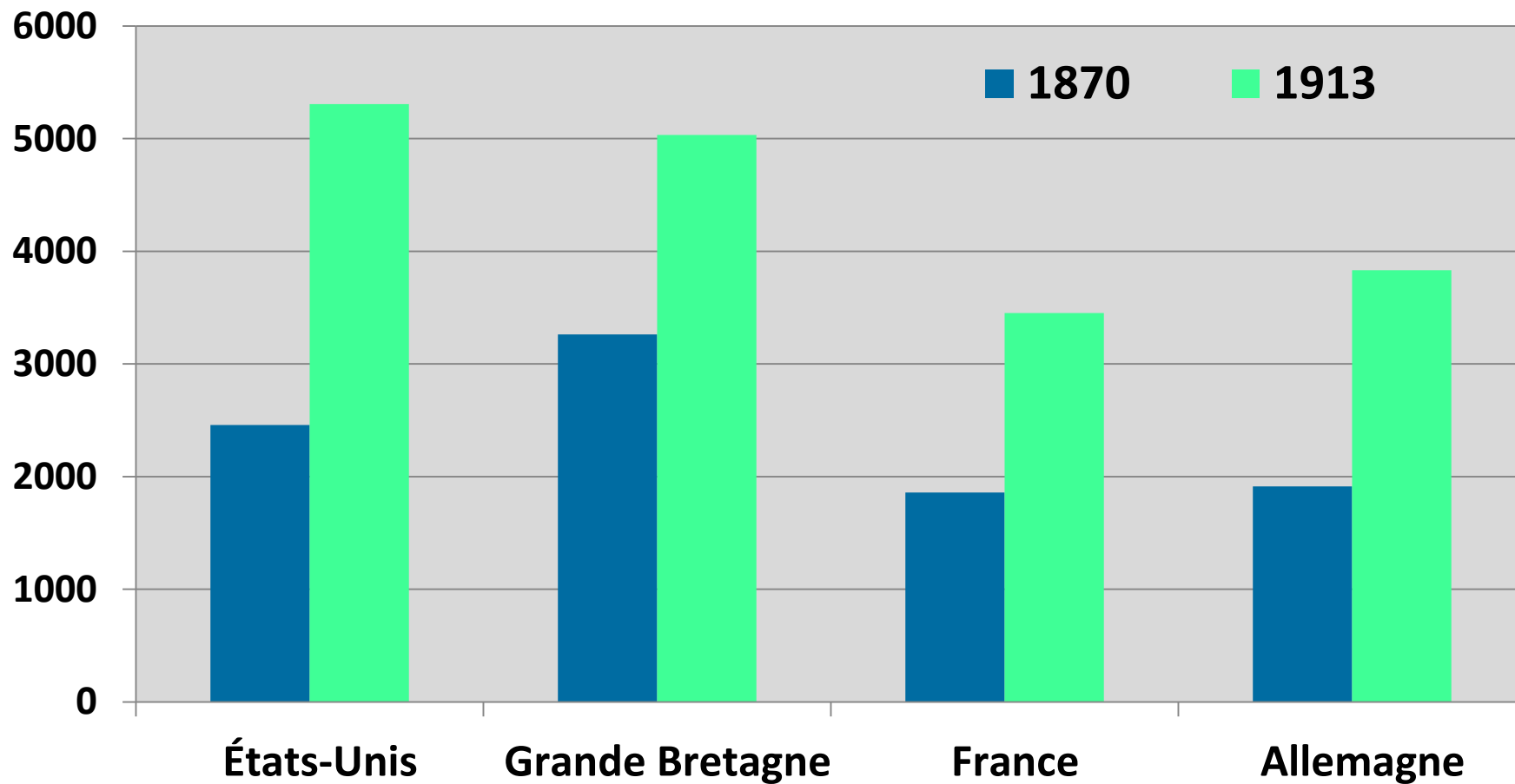
Progressivement, les choses vont commencer aussi à se modifier dans d'autres secteurs, très lentement il est vrai, puisque l'étape principale suivante ne se place que neuf ans plus tard et ne concerne que le secteur minier, où on interdit le travail au fond des mines aux enfants de moins de dix ans ainsi qu'aux femmes. En 1853, le *Factory Act* est étendu à un grand nombre de secteurs. On peut considérer qu'en 1878, pratiquement tous les secteurs industriels sont soumis à ce *Factory Act*.

LES PROGRÈS SOCIAUX EN EUROPE

	Travail des enfants *	Liberté syndicale	Droit de grève	Assurance accident	Assurance maladie	Retraite
Allemagne	1839	1869	1869	1884	1883	1889
Belgique	1889	1866	1866	1903	1894	1900
Espagne	1902	1876		1900	1942	1919
France	1841	1884	1864	1898	1930	1901
Grande-Bretagne	1833	1824	1875	1897	1911	1906
Italie	1906	1890	1890	1898	1898	1919
Suisse	1837	1848	1848	1881	1911	1946
Russie	1882	1906		1903	1912	

* Interdiction du travail des enfants de moins de :
 12 ans (CH, B) ; 9 ans (GB, Russie) ; 8 ans (F) ; limité à 12 h par jour au Japon en 1911.

ÉVOLUTION DU PIB PAR TÊTE (EN DOLLAR DE 1990)



Source : A. Maddison (1995)

LENTEUR DES TRANSFORMATIONS AU XIXE SIÈCLE

Les mutations des techniques et des organisations du travail se firent très lentement dans l'ensemble de l'industrie. Elles ne concernent que quelques secteurs dans la première moitié du XIXe siècle : l'industrie cotonnière, la sidérurgie et les transports, avec la navigation à vapeur et le chemin de fer. Ces secteurs modernes dans lesquels existent, au milieu du XIXe siècle, de grandes entreprises mettant en œuvre des masses importantes de capitaux et recourant à des techniques très modernes, ne contribuent alors qu'à une part minoritaire du produit industriel, avec des nuances selon les pays. **Même en Grande-Bretagne, le pays le plus avancé, de nombreux secteurs ne connaissent que des évolutions progressives et parfois mineures.** La plupart des travailleurs travaillent dans de petits ateliers ou encore à domicile. **Dans l'extraction du charbon, à côté de quelques grandes compagnies, nombre d'entreprises restent de petite taille et les techniques d'extraction ne se sont pas modifiées.** On creuse toujours les galeries à la main, on extrait la houille à la pioche, on la transporte au fond dans des wagonnets mus par la force de l'homme ou du cheval. Seules les techniques de sécurité et les activités annexes, en surface, ont progressé. **Une des bases énergétiques de l'industrialisation reste donc une activité à la productivité presque stagnante.**

Au milieu du XIXe siècle, même en Angleterre, **l'usage de la machine à vapeur reste limité aux secteurs modernes.** Les moulins à eau demeurent une force mécanique plus importante. La principale énergie utilisée par l'industrie, et bien plus encore par l'agriculture, est celle des hommes et des animaux. Si le chemin de fer révolutionne un segment des transports, il contribue aussi à augmenter la demande de manutentionnaires et de chevaux, pour assurer la liaison entre l'entreprise productrice et la gare de départ, la gare d'arrivée et l'utilisateur final. Ces manœuvres constituent une masse considérable de travailleurs instables et très peu payés jusque dans les premières années du XXe siècle.

UN DUALISME ENTRE SECTEUR PRODUCTIF MODERNE ET SECTEUR TRADITIONNEL

Sur le continent européen, la **proto-industrie** (cf. les travaux de Franklin Mendels) est restée massive jusqu'aux années 1870-1880. Dans la région lyonnaise, le travail de la soie, auparavant concentré en ville dans des ateliers, tend à employer de plus en plus de femmes de la vallée du Rhône et de l'Ardèche : les patrons ont réagi aux **révoltes des Canuts** (1831, 1834) en recourant à cette main-d'œuvre plus docile. Pour élargir leurs ventes dans les classes moyennes, les fabricants proposent des soieries de qualité plus médiocre. **L'emploi de la main-d'œuvre rurale permet de diminuer les coûts.** Cette main-d'œuvre flexible ne pose pas de problème social et les entrepreneurs peuvent reporter sur elle le poids de l'instabilité conjoncturelle.

À partir de 1880 néanmoins, **les écarts de productivité entre travail mécanisé et travail manuel deviennent tels que le premier l'emporte dans la plupart des secteurs.** L'accélération des opérations économiques permise par le télégraphe joue aussi en défaveur du travail dispersé. La proto-industrie décline alors fortement pour le travail masculin, mais elle se maintient, et même se développe, pour le travail féminin. Les femmes d'agriculteurs améliorent les revenus du ménage en faisant ainsi de la couture pour le compte d'entrepreneurs de confection, de boutiques ou de grands magasins. Jusqu'alors, **le *factory system* et la proto-industrie n'étaient pas des organisations concurrentes, mais plutôt complémentaires.** Les entrepreneurs du textile recouraient dans le même temps à l'un, rentable seulement pour la fabrication en grandes séries, et à l'autre, pour de petites séries correspondant à des commandes nombreuses, mais variées. **L'emploi de la main-d'œuvre à domicile (*domestic system*) a assuré à la production mécanisée, très rigide, un volant de flexibilité. Le XIXe siècle est donc caractérisé par ce dualisme** qui articule un secteur productif moderne et un secteur traditionnel jouant un rôle d'amortisseur conjoncturel.

1.2.

LE TRIOMPHE DE LA BOURGEOISIE

L'industrialisation du XIXe siècle s'accompagne de la progression des idées libérales. La bourgeoisie bénéficie de cette double transformation : par l'économie, elle affirme son statut de nouveau groupe dominant, par le politique, elle impose des valeurs conformes à sa mentalité et à ses intérêts.

LA BOURGEOISIE TRIOMPHANTE

Le XIXe est le siècle du capitalisme et du libéralisme triomphants – « le plus bourgeois des siècles », selon la formule d'Eric Hobsbawm (1987). **La bourgeoisie apparaît alors comme une classe supérieure et une classe dirigeante qui détient le pouvoir économique, politique et culturel et prend ainsi la suite de la noblesse dans l'Ancien Régime.** Seule classe dans l'histoire à avoir obtenu la domination économique avant l'autorité politique, comme le note Hannah Arendt, elle ne tarde pas à rassembler tous les pouvoirs dans les pays développés. La bourgeoisie représente environ 15 % de la population (à Paris, par exemple, vers le milieu du XIXe siècle) et se compose d'une minorité d'oisifs rentiers et d'une majorité d'actifs, car, selon la formule de Jean Jaurès, « la bourgeoisie est une classe qui travaille », et elle travaille dans les diverses activités économiques : l'industrie, le commerce, la banque, le service de l'État ou les professions libérales. Adeline Daumard (1976) distingue la « *bonne bourgeoisie* » des notables (chefs d'entreprise, propriétaires, médecins, hommes de loi, architectes, ingénieurs, hauts fonctionnaires), la *moyenne bourgeoisie* (commerçants, fonctionnaires, enseignants, cadres, journalistes, petits rentiers) et la *bourgeoisie populaire* (artisans, employés, boutiquiers). La deuxième catégorie dispose de la culture mais pas de la fortune qui pourrait la faire accéder à la catégorie supérieure : on a parlé de ses membres comme des « stagiaires de la bourgeoisie » ! Les écarts sont considérables : à l'intérieur de la bourgeoisie qui vote (bourgeoisie censitaire), l'éventail des fortunes va de 1 à 280 ; avec le peuple, il s'étend de 1 à 10.000. La persistance jusqu'en 1848 du suffrage restreint s'explique par la **certitude que seules les classes aisées sont à même de décider et de diriger.** Pour la bourgeoisie, le régime censitaire apparaît comme un idéal, apte à combattre aussi bien l'émeute populaire que la contre-révolution.

E. GOBLOT : UNE IDENTITÉ BOURGEOISE FONDÉE SUR DES PRATIQUES SPÉCIFIQUES

Si le XIXe siècle voit l'essor de la classe ouvrière, il marque aussi le **triomphe à la fois politique, social, économique et culturel de la bourgeoisie**. Certes, cette dernière apparaît alors divisée en de multiples fractions mais **elle semble partager des valeurs et des normes communes** qui agissent comme signes distinctifs, comme l'a montré **Edmond Goblot**.

Dans *La Barrière et le Niveau. Étude sociologique sur la bourgeoisie française moderne* (1925), E. Goblot affirme que **l'avantage de la classe bourgeoise n'est pas vraiment affaire d'éléments matériels comme l'argent ou la profession mais réside plutôt dans la considération dont elle fait l'objet :**

« ce qui distingue le bourgeois, c'est la distinction qui l'oppose au commun qui ne distingue pas et au vulgaire qui distingue en mal. Cette distinction repose surtout sur des attributs ou des pratiques spécifiques comme la mode, l'éducation morale ou les goûts esthétiques : en définitive, ces attributs ou pratiques jouent le rôle d'une barrière entre les classes ; ce sont aussi des niveaux car ils constituent un mode de reconnaissance, des marqueurs sociaux qui sont la condition de la définition d'une identité commune minimale. C'est à travers ces moyens culturels que la bourgeoisie s'érige en dépositaire exclusif du goût esthétique et qu'elle se protège et se reconnaît en tant que classe ».

Pour Goblot (comme pour Bourdieu plus tard), cette **stratégie de distinction constitue l'élément-clé de la mentalité bourgeoise** afin d'obtenir la considération des autres groupes sociaux.

2

UNE MOYENNISATION DE LA SOCIÉTÉ ?

2.1.

QUI SONT LES CLASSES MOYENNES ?

Dans son analyse des sociétés industrielles, Karl Marx annonçait la disparition des classes moyennes, laminées par la lutte des classes. Pourtant, si on observe les faits, force est de constater que le passage à l'âge industriel a favorisé l'essor de ces classes moyennes et que, globalement, la richesse par habitant a fait un bond spectaculaire. La classe moyenne se renforce tout au long du XIXe siècle grâce à la révolution industrielle qui permet un enrichissement progressif de la population et elle s'affirme en France à partir de Louis-Philippe, le « roi-bourgeois ». La fin du régime voit les progrès politiques de cette nouvelle classe qui réclame le suffrage universel. Vers 1870, Gambetta constatera cette montée irrésistible de la classe moyenne qui mettra fin au XXe siècle au fossé infranchissable entre les classes supérieures et les classes inférieures.

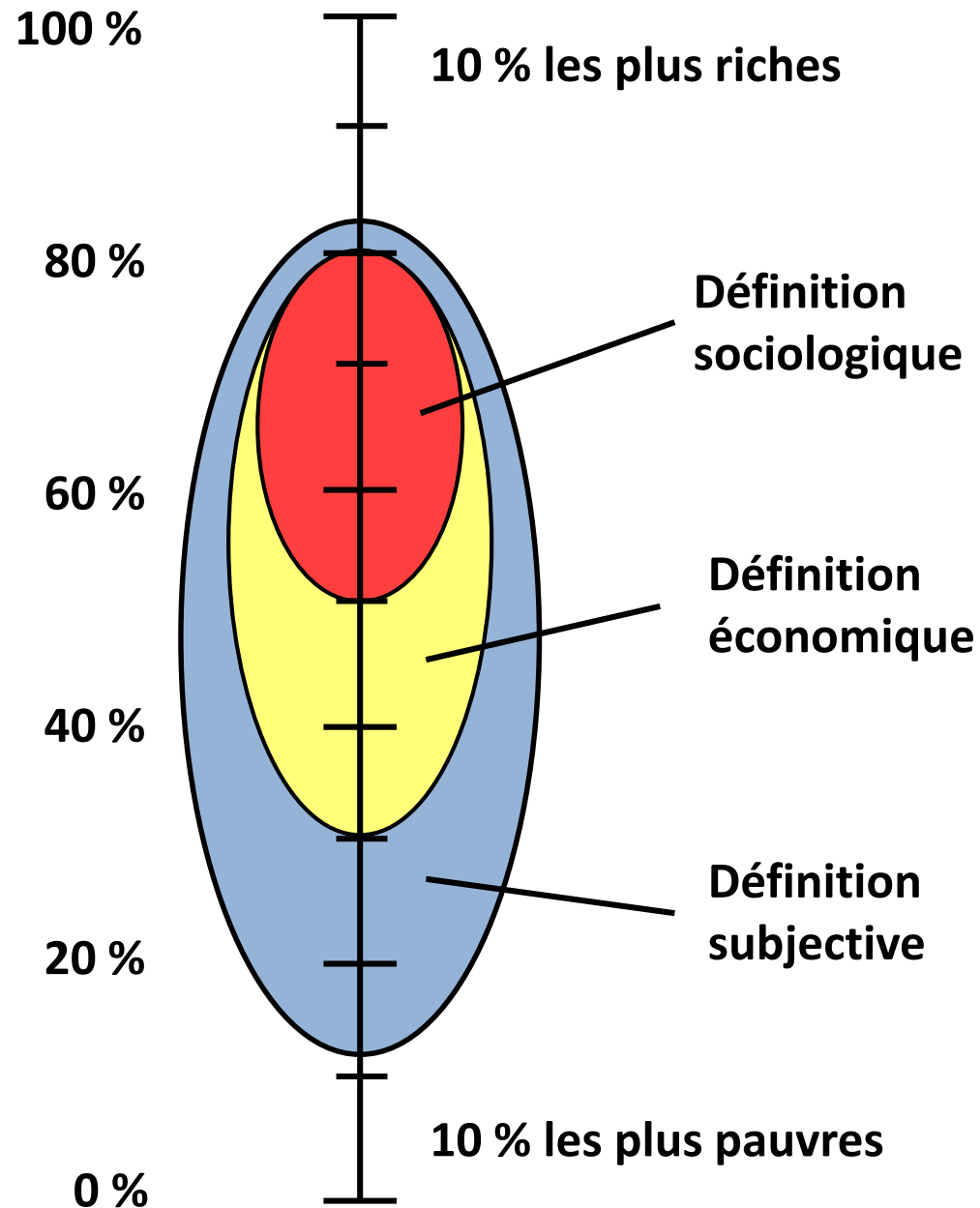
TOCQUEVILLE : UNE TENDANCE À LA MOYENNISATION DÈS LE XIXE SIÈCLE

Dès le milieu du XIX^e siècle, Tocqueville repère des tendances à la moyennisation à travers le processus **d'égalisation des conditions** qu'il observe et qu'il considère comme caractéristique de la société démocratique. Au lieu de tendre vers une bipolarisation croissante comme le prédit Marx, **les sociétés modernes tendent à rapprocher les couches extrêmes de la population et à constituer une vaste classe moyenne qui se caractérise par son matérialisme** : « la passion du bien-être matériel est essentiellement une passion des classes moyennes », affirme-t-il.

La progression continue de l'égalité, qui touche tous les domaines (richesse, pouvoir, prestige, culture...), s'accompagne, en effet, d'un **rapprochement des conditions d'existence et d'une convergence des valeurs**. Cette moyennisation semble ainsi se traduire par une disparition des classes sociales.

L'intuition de Tocqueville s'oppose au schéma de Marx : alors que le philosophe allemand annonce la disparition des classes moyennes, Tocqueville prédit un rapprochement des conditions.

QUELLE DÉFINITION POUR LES CLASSES MOYENNES ?



LES CLASSES MOYENNES : UN POSITIONNEMENT SOCIAL AMBIGU

Les classes moyennes constituent un ensemble très composite. Mais la notion même de classe moyenne est problématique. Comme l'a noté **Alain Touraine**, elle apparaît ambiguë au sens où elle associe deux ordres d'analyse différents : en parlant de « moyenne », on introduit l'idée d'échelle donc de continuité, de *continuum* sur lequel elles occuperaient une position centrale ; en revanche, en parlant de « classes », on introduit l'idée de discontinuité, on se réfère aux rapports de classes dans lesquelles ces classes moyennes occuperaient une position ambiguë ou marginale dans l'opposition entre les deux classes. Doit-on considérer alors que les « classes moyennes » ne désignent que les « strates moyennes » ? Certes, note Touraine, **au niveau économique, les distances de classe se réduisent et la définition des classes correspondant à l'ancien système économique (société industrielle) tend à s'effacer**, ce qui donne plus de visibilité aux strates de revenu : la société semble s'identifier à son ventre, à une immense classe moyenne qui serait encadrée par une élite dirigeante et des groupes marginaux qui aspirent à entrer dans cette classe moyenne. Mais l'opposition de classe n'est pas, selon lui, remplacée par la continuité de la stratification sociale car, lorsque la société redécouvre ces conflits, **les classes moyennes sont soumises à l'ambiguïté de leur position sociale dans la production.** En fait, **pour Touraine, les classes moyennes ont en commun de se situer à mi-chemin de la direction et de l'exécution, mais le pluriel est justifié car elles sont profondément divisées et ne sont pas caractérisées dans l'ensemble par des traits sociaux, politiques ou culturels clairs.**

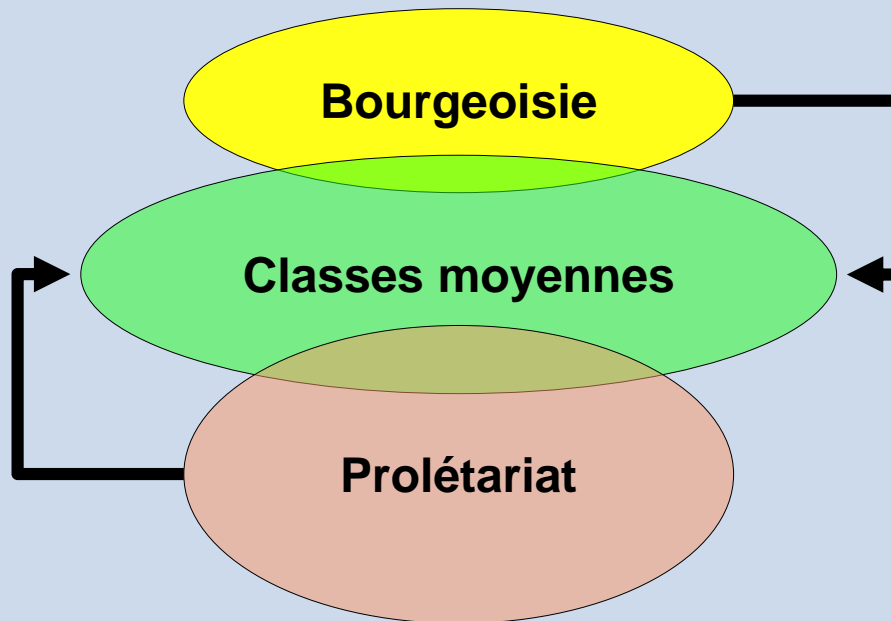
L'AUTONOMIE CULTURELLE DES CLASSES MOYENNES

Selon Alain Touraine, les classes moyennes possèdent peu de valeurs spécifiques dans la mesure où **le propre de la culture des classes moyennes est d'être orienté vers les autres et non pas d'être déterminé par des principes internes**. De même, **Pierre Bourdieu ne reconnaît pas d'autonomie réelle à la classe moyenne** : dans *La Distinction* (1979), il la définit par son conformisme et son rapport de dépendance vis-à-vis de la classe dominante.

D'autres sociologues, au contraire, ont insisté sur l'autonomie culturelle de la classe moyenne : **Henri Mendras la considère comme la classe la plus innovatrice et porteuse de changement social**. De même, Étienne Schweithguth, dans une critique de l'analyse de Bourdieu, **fait de cette classe moyenne le vecteur du « libéralisme culturel »** et de valeurs anti-autoritaires, notamment dans le domaine des mœurs et des relations familiales (union libre, égalité hommes-femmes, recherche d'épanouissement individuel...). **Elles deviennent alors le moteur des transformations sociétales** (avortement, mariage pour tous...)

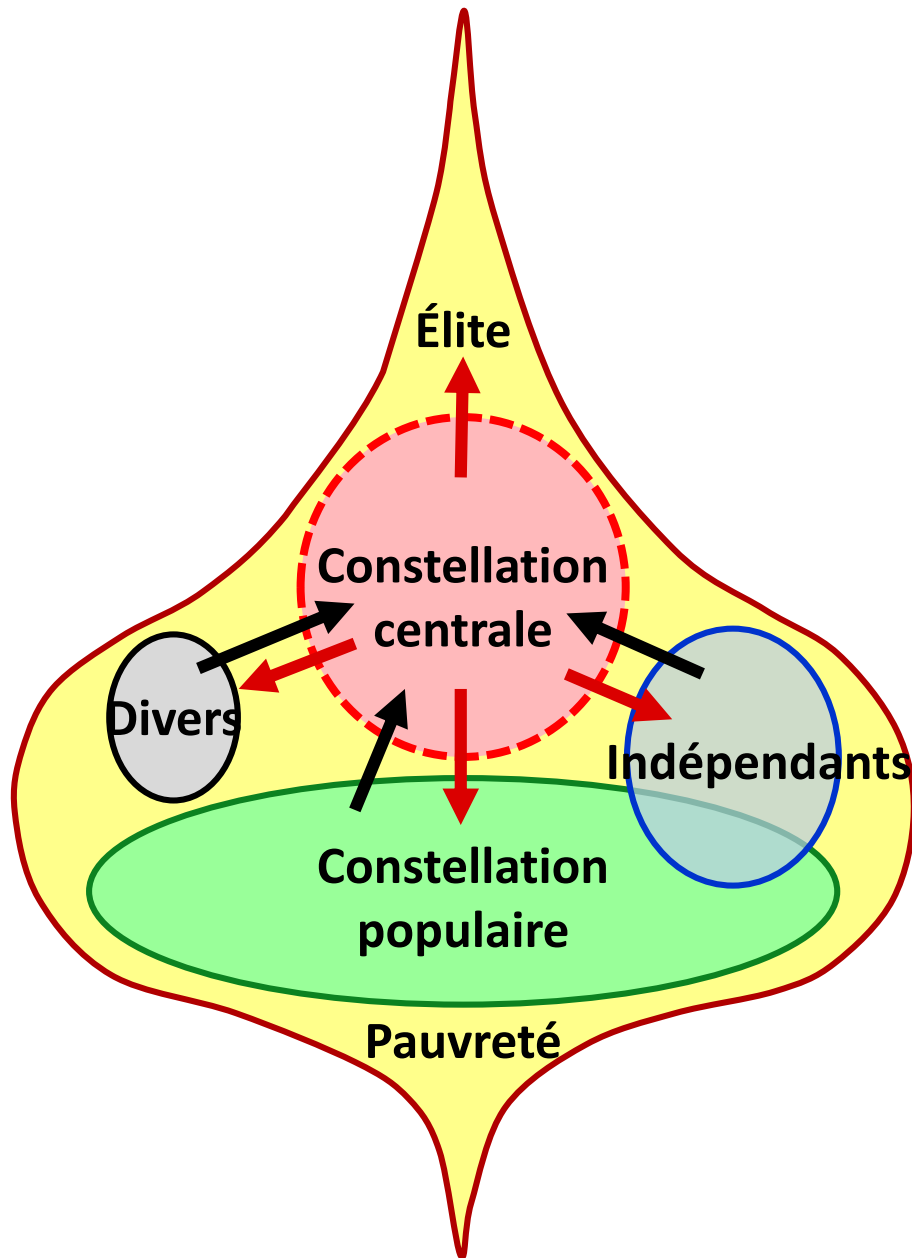
MENDRAS INSISTE SUR LA MOYENNISATION

2^{ème} moitié du XX^e siècle : société de consommation de masse.



En raison de la forte mobilité sociale, les classes moyennes tirent vers elles le mode de vie des deux autres classes.

LA VISION « COSMOGRAPHIQUE » D'HENRI MENDRAS



Pour Mendras, les classes sociales se sont effacées au profit d'une « constellation centrale » qui tend à attirer les membres des autres groupes. Cela est dû à une mobilité sociale importante.

De plus, Mendras constate une diffusion des valeurs à partir de cette constellation centrale, valeurs qui relèvent du libéralisme culturel. Ainsi, l'évolution des mentalités sur des thèmes sociétaux (peine de mort, minorités sexuelles, mariage, consommation de stupéfiants, avortement etc.) brouille les identités de classes traditionnelles.

L'individualisme croissant ou la place accrue de la télévision dans la vie quotidienne peuvent également expliquer cette uniformisation des modes de vie qui efface les frontières de classes. Mendras voit alors la société comme un « strobiloïde » (toupie).



Mobilité sociale



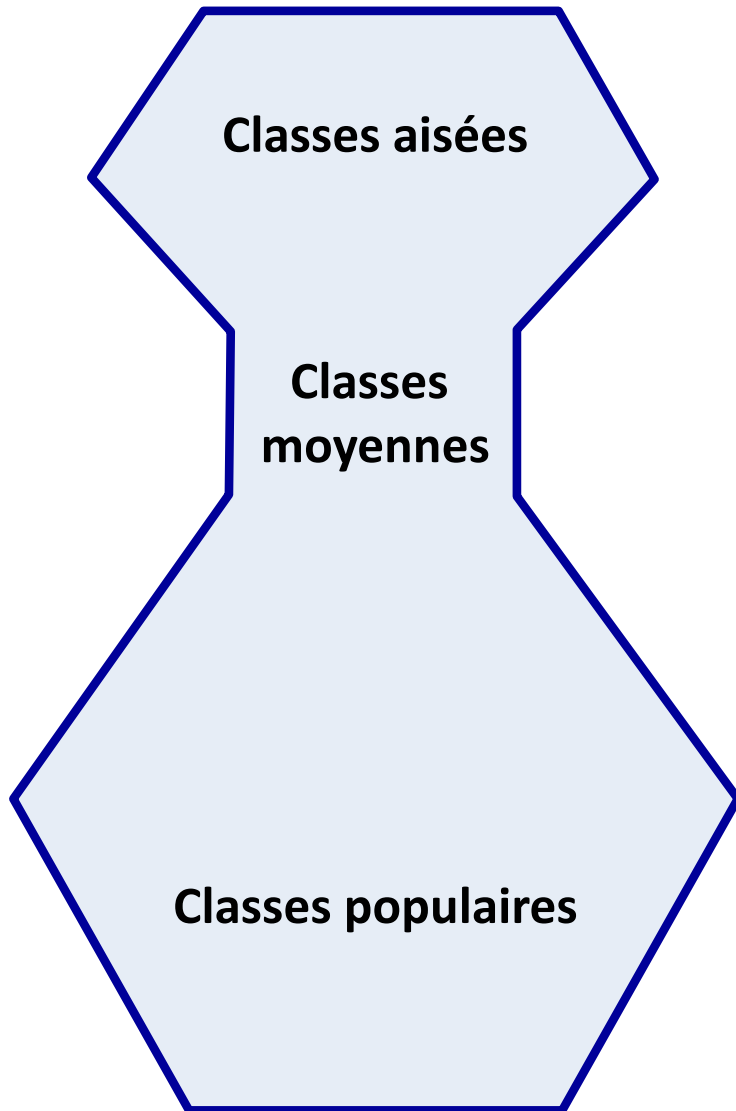
Diffusion de valeurs

2.2.

DES CLASSES MOYENNES FRAGILISÉES ?

Les classes moyennes constituent le cœur des sociétés modernes. Elles ont en commun une confiance dans les possibilités de promotion sociale qu'offre la démocratie. Pourtant, aujourd'hui, cette confiance semble brisée : l'ascenseur social est en panne et les classes moyennes seraient en crise.

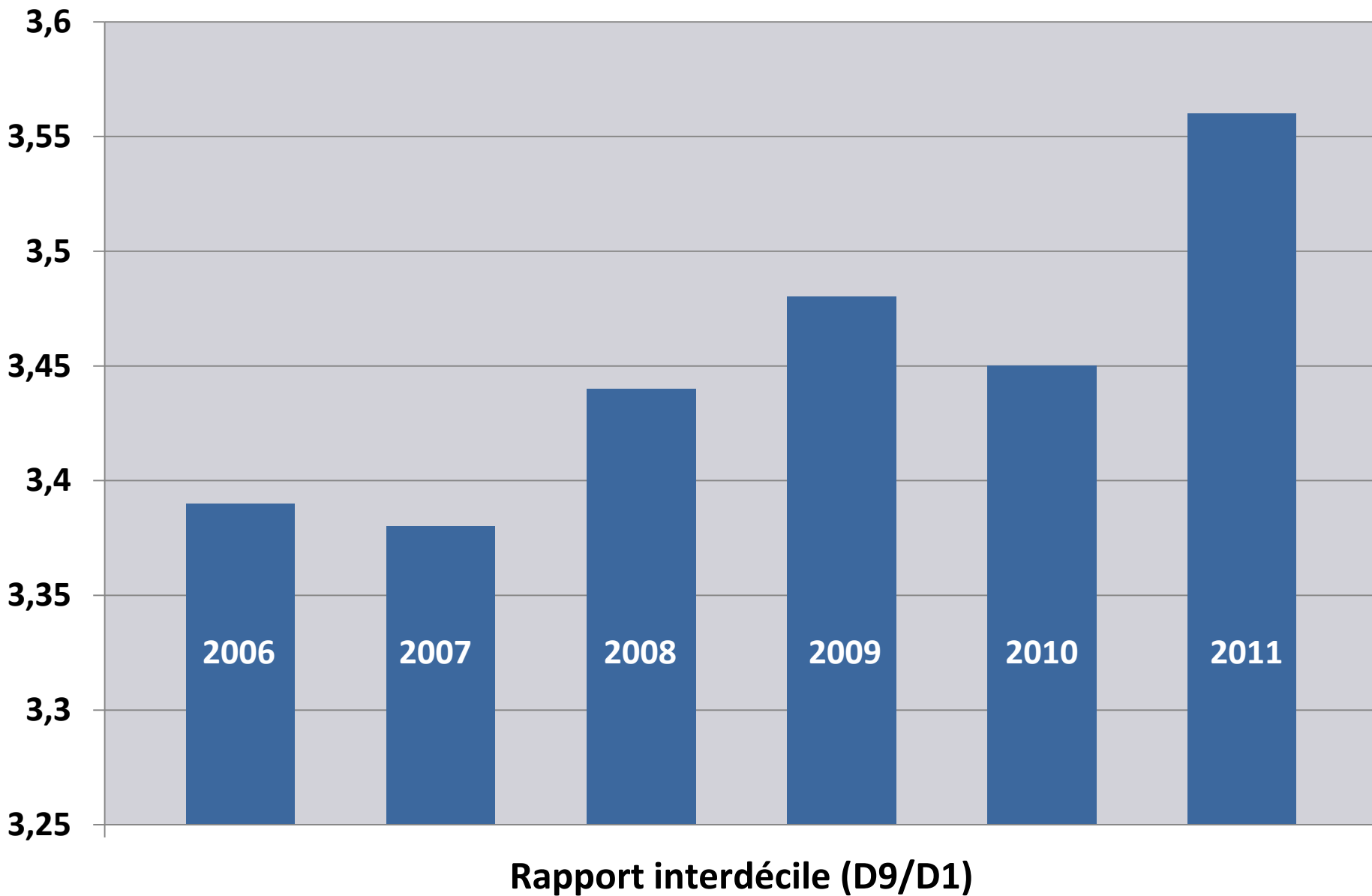
ALAIN LIPIETZ (1998) : UNE « SOCIÉTÉ EN SABLIER » DEPUIS LES ANNÉES 80



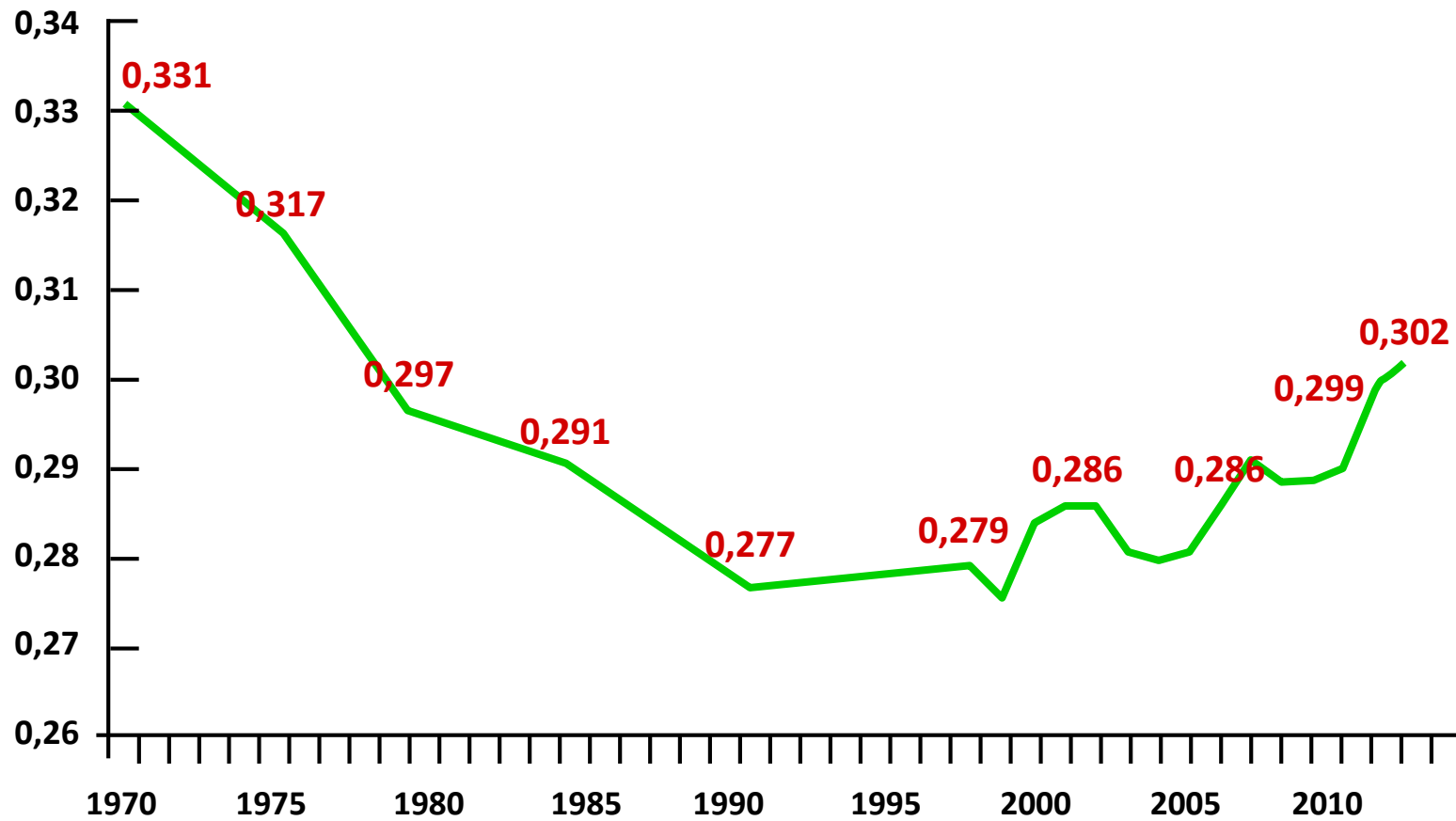
Au contraire de Mendras, Lipietz constate une polarisation des revenus entre une minorité de riches, qui gagnent de plus en plus, et une majorité de pauvres, qui gagnent de moins en moins ou dont les revenus stagnent, tandis que diminue la part des classes moyennes.

Cette situation est le fait de l'évolution différentielle des revenus. Depuis les années 1980, les hauts revenus ont crû bien plus vite que les autres. L'explication tient aux changements de mode de gouvernance des entreprises (pratique des *stock options* par ex.), à l'augmentation des revenus financiers et patrimoniaux ainsi qu'aux politiques salariales de modération qui touchent la masse des employés et des ouvriers.

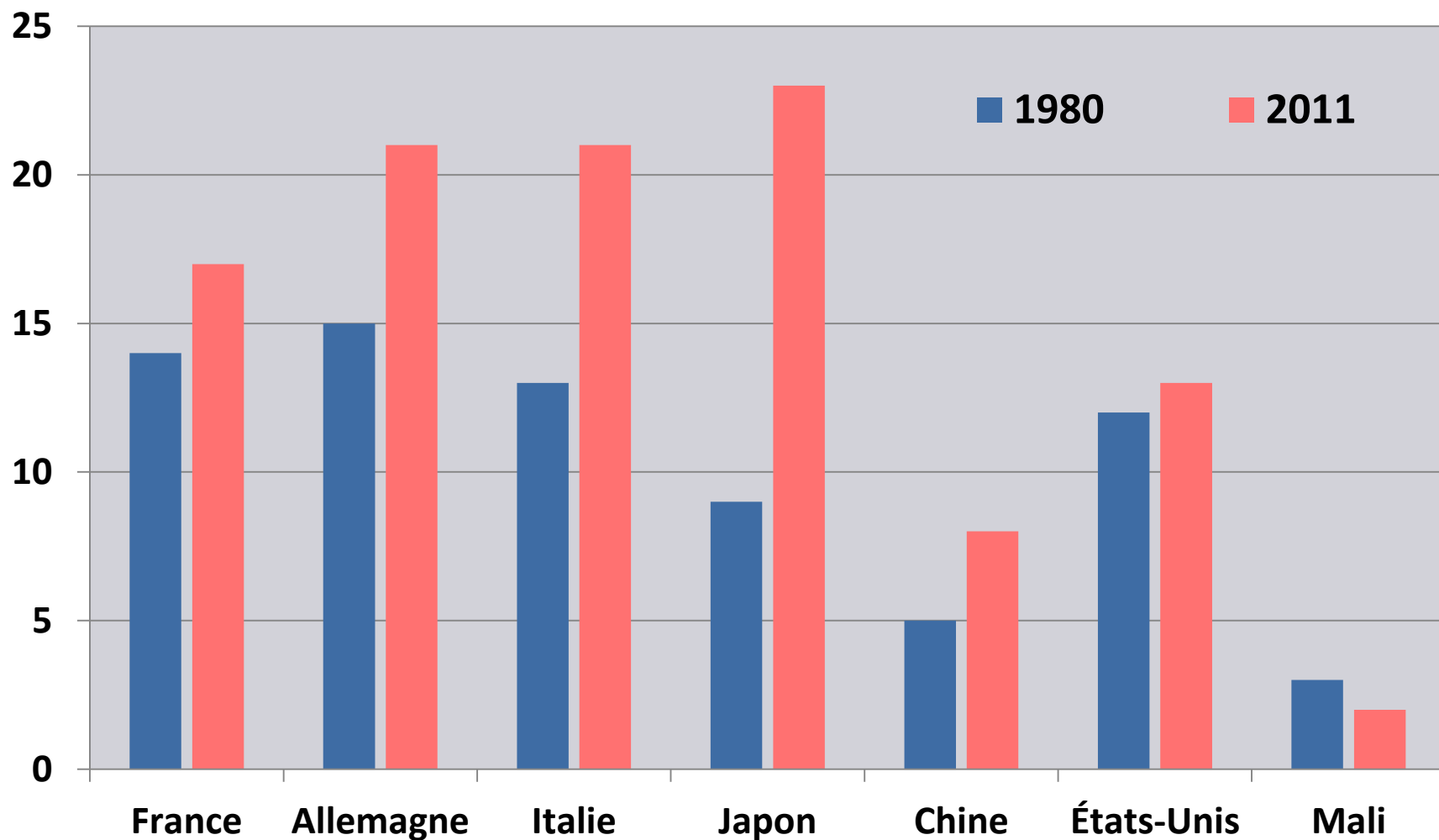
FRANCE : DES ÉCARTS DE REVENUS QUI SE CREUSENT



FRANCE : ÉVOLUTION DE L'INDICE DE GINI



PART DES PLUS DE 65 ANS DANS LA POPULATION TOTALE (EN %)



ESPÉRANCE DE VIE ET TEMPS PASSÉ AU TRAVAIL

18,5 ans : âge d'entrée
dans la vie active

65 ans : âge effectif
de la retraite

72 ans :
espérance de vie

1970

65 % de la vie au travail

2007

45 % de la vie au travail

22,5 ans : âge d'entrée
dans la vie active

57 ans : âge
effectif moyen de
sortie de l'emploi

80 ans :
espérance de vie

